

Table des matières

1. Introduction	3
2. La LEO dans la presse romande	4
3. Deux perceptions de l'école.....	5
3.1 L'Hebdo : séparer vs intégrer	6
3.2 Le Matin : école à l'ancienne vs école du futur	7
3.3 24 Heures : une bataille idéologique massive	8
3.4 Le Temps : au-delà des idéologies.....	10
4. Des représentations mais quelles représentations ?	12
4.1 Définition	12
4.2 Une école théâtre d'enjeux importants.....	13
4.3 Une école unanimement perçue comme inefficace	14
4.4 Qui se représente quoi ?.....	16
4.5 Des représentations historiques.....	19
4.6 Du compromis à l'opposition.....	21
5. Conclusion.....	21
6. Bibliographie.....	23
7. Résumé	24

1. Introduction

Il était une fois une votation, une votation sur une loi scolaire dans le canton de Vaud. On l'avait baptisée LEO pour Loi sur l'enseignement obligatoire. Elle faisait figure de contre-projet à une initiative déposée quelque temps plus tôt, en janvier 2008, nommée « *Ecole 2010 : sauver l'école* ». L'initiative et le contre-projet des autorités cantonales suscitèrent un débat vif dans le pays de Vaud. Et le 4 septembre 2011, le peuple trancha refusant l'initiative par 55,4% des voix et acceptant la LEO avec 52% des suffrages. Fin du conte ? Pas tout à fait. Si la votation contribua à enterrer la hache de guerre scolaire, celle-ci effleure toujours la surface. Cinq ans après la votation et à l'heure où la première volée d'élèves de l'ère LEO entrera au gymnase, dans les écoles professionnelles ou en apprentissage à la rentrée prochaine, le débat refait surface. « *Les acteurs de l'école voient des problèmes* », « *les élèves de la voie la moins exigeante manquent de coaching* » relève *24 Heures*¹ qui estime arrivée l'heure « *d'un bilan sans fard* ». La LEO, une fois de plus, est au cœur des débats. Mais pourquoi cet acharnement ? Le conte ne se termine-t-il pas par un dénouement heureux ? « Le peuple trancha et la guerre scolaire fut enterrée », disait l'histoire. Mais qu'est-ce qu'un conte dans le fond ? Un conte est une forme imagée de discours sur le monde. Le loup du *Petit chaperon rouge* figure ainsi les dangers que la vie réserve à la jeune-fille et particulièrement la tentation sexuelle qu'elle représente ; *Cendrillon* révèle les aléas de la vie familiale et les jalousies fraternelles ; l'histoire des *Trois petits cochons* est, selon les psychanalystes, un moyen de faire passer l'enfant du principe de plaisir au principe de réalité². Si la LEO n'est certes pas un conte de fées, le débat autour de sa mise en place met en évidence au moins deux visions, deux perceptions différentes de ce qu'est l'école. En ce sens, il est aussi discours sur le monde. Qu'est-ce que l'école et quel est son rôle ? Pourquoi les Vaudois n'arrivent-ils pas à se mettre d'accord sur une vision commune de l'école ?

L'institution scolaire est le théâtre privilégié de représentations de toutes sortes. D'abord, parce qu'elle est un objet social commun. Chaque société humaine possède son système de formation construit au fil de l'histoire et de l'évolution de cette société. Ensuite, parce que chacun a expérimenté l'institution scolaire. L'école « *est une expérience partagée* », comme le souligne Dominique Gros³. Chacun a donc un avis basé, en partie, sur sa propre expérience de la

¹ *24 Heures* du 15.03.2016, p. 2.

² A ce sujet lire BETTELHEIM, Bruno, *Psychanalyse des contes de fées*, Robert Laffont (trad.), 1976.

³ GROS, Dominique, *Regards sur l'école suisse*, 1999, pp. 11-12.

scolarité. « *Que ce soit comme élève ou comme ancien élève, comme parent ou comme futur parent, comme enseignant ou comme formateur, comme employeur ou comme décideur politique, soit encore tout simplement comme contribuable, chaque personne a des images de l'école et des représentations normatives, plus ou moins explicites ou conscientes, de ce que l'enseignement obligatoire, les programmes scolaires, les aptitudes des enseignants ou encore une «bonne» éducation devraient être* ». ⁴

L'objectif du présent mémoire est donc de faire émerger les différentes visions de l'école qui apparaissent dans la presse à travers la votation autour de la LEO. Mais il s'agit aussi de s'interroger sur ce que ces visions disent des représentations de l'école dans la société vaudoise. Des représentations comprises dans le sens où Denise Jodelet l'entend soit : « *une forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social* » ⁵. Parallèlement, on se questionnera également sur le rôle que joue la presse dans la construction et la diffusion de ces représentations dans le canton.

2. La LEO dans la presse romande

Pour des raisons évidentes de faisabilité dans le cadre d'un mémoire professionnel, nous nous sommes limités dans notre analyse de la presse romande à quatre titres (*24 Heures*, *Le Temps*, *Le Matin*, *L'Hebdo*) et aux neuf mois précédant la votation du 4 septembre 2011. Entre le 1^{er} janvier et le jour de la votation, le débat sur l'adoption de la LEO dans le canton de Vaud a ainsi généré 53 publications dans le quotidien *24 Heures*, 19 dans *Le Temps*, 6 dans *Le Matin* et 2 dans le magazine *L'Hebdo*.

Ce simple décompte nous permet d'attester une évidence : la LEO représente d'abord et avant tout un enjeu cantonal. C'est le quotidien régional de référence des Vaudois, *24 Heures* qui, de loin, ouvre le plus largement ses colonnes à ce sujet. Il faut dire que la formation obligatoire en Suisse est de la responsabilité des cantons. Dans le système fédéraliste qui caractérise notre pays, il y a, de fait, vingt-six systèmes scolaires différents. Il apparaît donc assez naturel que l'intérêt pour une votation qui veut changer une loi scolaire se cantonne peu ou prou à la région où la loi sera appliquée.

⁴ Ibid., p.13.

⁵ JODELET, Denise, *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 2009 [1989], p. 53.

Comment dès lors comprendre l'intérêt du journal *Le Temps*, quotidien à l'époque encore «édité à Genève» – cette mention figurait d'ailleurs sur sa Une – centré essentiellement sur l'actualité du canton-ville ? Avant tout par une minorité importante de lecteurs vaudois. *Le Temps* compte en effet un tiers de lecteurs de ce canton (33,7%)⁶. Ce lien entre intérêt journalistique et lectorat se confirme si l'on intègre dans l'analyse le quotidien régional valaisan *Le Nouvelliste*. Celui-ci ne consacre qu'un seul article, – et encore il s'agit d'une chronique d'un fonctionnaire... vaudois ! – à la LEO. Son intérêt est ailleurs puisque seuls 2,4 % de ses lecteurs se trouvent en terre vaudoise. Plus surprenant peut-être est le cas du quotidien *Le Matin* qui lui aussi compte de nombreux lecteurs vaudois (en moyenne 33% entre *Le Matin* et *Le Matin Dimanche*) mais qui ne consacre que six articles à ce sujet. Le manque d'intérêt de ce média tient certainement à son positionnement rédactionnel. En effet, quotidien populaire, *Le Matin* se concentre davantage sur des sujets plus émotionnels, liés par exemple aux faits divers ou au sport. N'étant pas affilié à un canton en particulier mais journal des Romands, le quotidien orange a certainement jugé que la votation vaudoise autour de l'école n'était pas suffisamment polémique ou suffisamment émotionnelle pour susciter l'intérêt de ses lecteurs.

3. Deux perceptions de l'école

L'ensemble de la production journalistique dans les quatre titres retenus renvoie dos à dos deux visions différentes de l'école : celle des défenseurs de l'initiative « Ecole 2010 : sauver l'école » et celle des partisans de la nouvelle LEO. Cela peut paraître une lapalissade mais la remarque a le mérite de montrer qu'aucun des articles consultés ne cherche, par exemple, à rassembler partisans et opposants de la LEO. Tous mettent en évidence ce qui sépare la vision des uns de celle des autres. En se focalisant sur ce qui divise, – ce que l'on comprend puisque le lecteur-votant devra au final faire un choix dans l'alternative qui lui est proposée –, le traitement journalistique de cette votation tend, d'une part, à affirmer les différences et, d'autre part, en les affirmant, à renforcer la perception de ces différences puisque l'on ne met l'accent que sur celles-ci pour finalement ne voir plus qu'elles. Emblématique de ce traitement est la manière choisie par les différents journaux de titrer ou d'introduire la thématique sur la LEO. «*Les Vaudois choisissent entre deux visions de l'école*», explique *Le Temps* du 2 septembre 2011. «*Filières scolaires, une guerre de religion*», titre le même quotidien le 29 août. «*L'école à l'ancienne ou celle du futur ?*», s'interroge *Le Matin* du 23 août. «*Les Vaudois sont appelés à voter entre deux visions antagonistes de l'école obligatoire*», estime quant à lui *L'Hebdo* le 25

⁶ Tous les chiffres relatifs au lectorat des différents titres reproduits ici proviennent de l'étude REMP 2015.

août. Le quotidien *24 Heures* voit, le 27 août, «*Le choc de deux visions de l'école* » après avoir analysé «*Deux visions pour changer l'école vaudoise*» le 23 août.

Une école mais deux visions : tous les journaux s'accordent à le relever. Mais s'accordent-ils aussi sur la perception de ces deux visions ? Ils se rejoignent en tout cas tous sur la description factuelle de l'alternative. Celle-ci se résume en ces termes :

« Ecole 2010 : sauver l'école »	Le contre-projet LEO
Le maintien des trois filières VSB, VSG, VSO (cette dernière rebaptisée voie préprofessionnelle)	Ne conserve que deux voies, la VSB et la VSG, fusion de la VSB et la VSO. Dans la voie générale, le français, l'allemand et les maths sont enseignés en deux niveaux
L'introduction des notes dès la 3 ^e année HarmoS	Les notes sont introduites dès la 5 ^e année HarmoS
Des classes régionales d'encadrement pour les élèves turbulents	Propose un enseignement consolidé pour les élèves moins scolaires dans la même classe ou séparément
L'utilisation d'une pédagogie « explicite »	La liberté des démarches pédagogiques est laissée à l'enseignant

Mais comment les différents titres interprètent-ils les faits eux-mêmes ?

3.1 *L'Hebdo* : séparer vs intégrer

Article : 1 / Courrier des lecteurs : 1

L'Hebdo qui ne consacre qu'un article de fond à ce sujet, – le second recensé étant une lettre de lecteur –, oppose les tenants de l'initiative qui veulent « *séparer* », aux défenseurs du contre-projet qui veulent « *intégrer* ». On oppose donc une école séparatrice d'un côté, à une école intégratrice de l'autre. Selon la journaliste Chantal Tauxe, les défenseurs de la LEO veulent croire à une école « *offrant à tous l'égalité des chances* » alors que les tenants d'Ecole 2010 « *restent attachés à une vision de la société stratifiée et élitiste en trois secteurs bien distincts comme elle l'était naguère (paysan, ouvrier, professions libérales) récusant les changements* »

sociodémographiques »⁷. *L'Hebdo* affiche un parti pris en faveur de la LEO comme le prouve le titre : « *Votation sur l'école : Vaud réinventera-t-il la ségrégation ?* » L'utilisation de ce dernier terme, clairement connoté négativement, affiche l'opinion pro LEO du magazine. Etant donné qu'il s'agit du seul article consacré à la votation on ne peut pas dire que *L'Hebdo* fasse un prosélytisme forcené mais il affirme son avis à dix jours du scrutin populaire. En même temps, cet article est l'un des rares à citer des études scientifiques (études comparatives de l'OCDE, citation du doctorat de la sociologue Nathalie Mons). Il tend ainsi à une certaine objectivité scientifique. Reste que globalement le magazine s'attache peu à cette votation, certainement considérée comme un enjeu cantonal ne suscitant pas forcément l'intérêt de ses lecteurs romands. L'école est pourtant un thème que traite régulièrement le magazine mais souvent avec un point de vue plus large qui permet à chaque lecteur d'y trouver un attrait. Il raconte ainsi l'histoire « *d'un prof heureux* »⁸ suite à la publication du livre de ce dernier. On parle de l'école mais de manière générale, plus apte à susciter la curiosité de tous les lecteurs anciens écoliers ou actuels étudiants. De la même façon le magazine aborde la question de la formation à travers le prisme de cours de préparation à l'université, parle brièvement du port du voile à l'école ou des cours en *Schwyzerdütsch* à Zurich⁹. L'angle est à chaque fois plus ouvert, mêlant école et finance ou école et intégration, des thèmes capables d'intéresser au-delà du cercle des lecteurs vaudois.

3.2 *Le Matin* : école à l'ancienne vs école du futur

Articles : **3** / Courrier des lecteurs : **2** / Opinions : **1**

Le Matin met en évidence deux philosophies en posant les mêmes questions à un partisan de chaque camp. Le quotidien réduit la votation à un débat entre tenants d'une « *école à l'ancienne* » et défenseurs de l'école « *du futur* »¹⁰. Comme *L'Hebdo*, *Le Matin* oppose une école qui sépare, qui classe : « *Les initiants considèrent que les élèves n'ont pas tous les mêmes capacités* », à une école qui cherche à réunir : « *les partisans du contre-projet pensent que l'éducation peut aider à dépasser les déterminismes* »¹¹.

Le plus marquant est finalement le manque d'intérêt du quotidien pour cette votation. Six articles en tout et pour tout dont trois dans la catégorie « courrier des lecteurs » ou « opinions »,

⁷ *L'Hebdo* du 25 août 2011.

⁸ *L'Hebdo* du 7 juillet 2011.

⁹ Respectivement dans *L'Hebdo* du 30 juin, 16 juin et 19 mai 2011.

¹⁰ *Le Matin* du 23 août 2011.

¹¹ *Le Matin* du 10 juillet 2011.

c'est peu pour un quotidien. Dans le même laps de temps, *Le Matin* a publié neuf autres articles consacrés de près ou de loin à l'école. Les thématiques abordées nous renseignent sur ce qui focalise l'attention du journal. Une salle de jeu « *donne des sueurs froides dans une école* », « *Incendie dans une école* », « *Les profs font des fautes* », « *Etudiants mais déjà enseignants* » à propos de la pénurie de professeurs dans le canton de Fribourg, « *Des écoles interdisent le vélo* », « *Boom des échecs dans certains gymnases vaudois* »¹². On constate que c'est la composante polémique qui relie ces sujets. Hormis la polémique, l'information surprenante est aussi le cœur de cible du quotidien orange. « *Piscine mobile pour les écoles* »¹³, titre ainsi *Le Matin* à propos d'un moyen original de pallier au manque de bassins pour assurer les cours de natation. La controverse liée à la votation sur la LEO n'est donc probablement pas jugée suffisamment forte ou alors considérée comme trop complexe pour susciter plus qu'un intérêt poli de la part des responsables éditoriaux du *Matin*. Reste que l'image qui nous est donnée de l'école dans les rares articles touchant à la LEO est similaire à la vision proposée par *L'Hebdo*, le parti pris en moins. Les deux lettres de lecteurs publiées sont favorables à l'initiative. L'une renforce ce caractère passéiste puisque l'auteur se réfère au « *livre de grammaire de la primaire supérieure d'il y a 50 ans* » alors que l'autre oppose « *pédagogie explicite et acquisition des savoirs* » à « *pédagogie de la découverte et laxisme scolaire* ». Il substitue donc à la distinction passé/présent une distinction entre une école dure mais efficace et une école plus ouverte mais inefficace.

3.3 24 Heures : une bataille idéologique massive

Articles : **27** / Courrier des lecteurs : **85** lettres (15 publications) / Opinions : **15** (11 publications)

Le cas du quotidien *24 Heures* est évidemment le plus intéressant dans le sens où les visions de l'école y apparaissent de manière beaucoup plus massive. Ce cas interroge également davantage le rôle des médias dans la construction et la diffusion de ces visions par l'effet de répétition généré par la multiplicité des publications. Cinquante-trois publications sont consacrées à la LEO en un peu plus de huit mois.

Première constatation : le nombre de courriers de lecteurs reproduits est extrêmement élevé. Dans quinze numéros différents on retrouve des lettres de lecteurs, parfois très nombreuses, jusqu'à deux pages complètes du quotidien vaudois. Au total, 85 lettres ont été publiées : 39

¹² Respectivement dans *Le Matin* du 30 août, 28 août, 26 août, 18 août et 19 juin 2011.

¹³ *Le Matin* du 11 juillet 2011.

favorables au contre-projet LEO, 41 favorables à l'initiative « Ecole 2010 » et 5 proposant de refuser les deux projets.

Deuxième constat : une part importante des publications de *24 Heures* concernant cette votation sont en fait des prises de positions contradictoires réunies sous le titre « Débat » dans la page « Opinions ». C'est dire que la moitié des interventions publiées dans *24 Heures* sont des prises de position plus ou moins individuelles reflétant une opinion personnelle quant à la votation du 4 septembre 2011. Cette manière de procéder renforce le sentiment d'opposition entre les deux visions de l'école puisque l'on renvoie toujours une opinion à l'autre. Même dans les articles proprement dit, le quotidien vaudois utilise ce même principe. Ainsi le 26 août, *24 Heures* traite de la votation en opposant en interview croisée la ministre de la Formation Anne-Catherine Lyon, évidemment favorable à la LEO puisqu'elle en est l'instigatrice, au candidat libéral au Conseil d'Etat Fathi Derder, défenseur de l'initiative « Ecole 2010 ». Même procédé le lendemain où le journal oppose, sur la même page, mais dans deux interviews distinctes le conseiller d'Etat socialiste Pierre-Yves Maillard, pro-LEO, au sympathisant radical Marc Comina pro-initiative. La grande majorité des textes publiés mettent donc face à face tenants de l'initiative et tenants du contre-projet sans interroger ces deux visions. Elles s'affichent comme telles dans le journal qui dans les faits se transforme en une sorte de forum romain ou d'agora grecque. C'est comme si le journal devenait le lieu du débat sans en être un acteur. Il offre la possibilité aux uns et aux autres de s'exprimer sans affirmer de parti pris. Il semble même particulièrement se soucier d'une certaine équité comme l'animateur d'un débat télévisé décomptant les temps de parole des intervenants. En termes de courriers de lecteurs, la parole est ainsi donnée de manière équitable aux deux camps (41 lettres pour l'initiative, 39 pour la LEO). On peut raisonnablement penser que ces chiffres ne doivent rien au hasard mais résultent de la volonté des responsables éditoriaux d'offrir à peu près le même espace d'expression aux sympathisants des deux camps. Dans la page « Opinions » aussi le débat est strictement cadré : on compte sept opinions favorables à la LEO contre huit soutenant l'initiative.

Les visions de l'école qui y transparaissent ne sont pas différentes de celles que l'on a pu mettre en évidence à travers *L'Hebdo* ou *Le Matin* mais elles y sont plus développées. On y retrouve cette distinction entre une école passéiste face à une école plus moderne. Le chroniqueur Jacques Poget oppose ainsi « l'école du désir d'avenir » à celle du « passé idéalisé »¹⁴. On distingue la vision d'une école rigoriste et structurée à l'image d'un espace scolaire plus libre mais plus nébuleux. David Rouzeau, dans sa réponse à la chronique précitée, oppose ainsi une

¹⁴ *24 Heures* du 17 mai 2011.

école « *d'acquisition des connaissances et de maîtrise des compétences* » à une « *école trop floue, où l'on n'apprend pas assez de choses de manière vraiment solide et claire* »¹⁵. La députée UDC Fabienne Despot, dans la page « Débat », dissocie une école « *qui fournit aux élèves un bagage de connaissances très insuffisant et les prépare mal à la vie professionnelle* », d'une école « *qui porte l'accent sur les connaissances de base ainsi que sur l'apprentissage du travail et de l'effort* »¹⁶. Le conseiller national PDC Jacques Neirynck, après un détour par son expérience scolaire de 1937, estime qu'il faut « *revenir à cet esprit d'exigence* » face « *à des options pédagogiques rigides, dogmatiques et inefficaces* »¹⁷. De la même manière, la journaliste Lise Bourgeois résume l'alternative proposée en votation à « *cadrer les élèves* » d'un côté ou « *leur laisser le temps de mûrir* »¹⁸ de l'autre.

On le constate avec ces exemples, on retrouve du côté de l'initiative « Ecole 2010 » une vision qui s'appuie souvent sur le passé, où l'école est vue comme plus stricte, plus structurée et plus efficace, qui distingue et classe les individus, face à une école LEO plus à l'écoute des élèves, qui les accompagne et qui rassemble mais souvent décrite comme floue et moins efficace. Il est intéressant de s'attacher à la manière dont ces visions s'imposent peu à peu au fil des articles publiés entre le 11 février et le 4 septembre, de montrer comment ces deux perceptions de l'école se construisent dans la durée et dans la répétition. Mais cet aspect sera traité dans le cadre du chapitre suivant¹⁹.

3.4 *Le Temps : au-delà des idéologies*

Article : **11** / Courrier des lecteurs : **0** / Opinions : **8**

Le cas du *Temps* est intéressant car c'est le titre qui essaie de prendre le plus de hauteur par rapport à la votation. Peut-être que cela tient à sa position, éloignée du canton de Vaud, qui lui permet justement d'effectuer une sorte de décentration par rapport à la thématique, en se plaçant souvent au-delà de la confrontation des idéologies. Comme avec *24 Heures*, près de la moitié des publications (8 sur 11) sont des « Opinions ». On y retrouve des acteurs comme Anne-Catherine Lyon ou Fabienne Despot qui défendent une position idéologique forte et offrent à nouveau les deux visions contradictoires mises en évidence à travers l'analyse des journaux précédents. Mais on y lit surtout des sociologues, des psycho-sociologues ou des spécialistes

¹⁵ *24 Heures* du 30 mai 2011

¹⁶ *24 Heures* du 31 mai 2011

¹⁷ *24 Heures* du 3 juin 2011

¹⁸ *24 Heures* du 1^{er} juillet 2011

¹⁹ Voir infra, point 4.6, p. 21.

d'histoire sociale et culturelle. Ce n'est pas anodin car cela marque profondément la perception qui en ressort de ce qu'est l'école. *Le Temps* semble ainsi vouloir dépasser le stade des concepts spontanés, pour reprendre la terminologie de Lev Vygotski²⁰, pour tenter de s'élever au niveau des concepts scientifiques. Dans le quotidien édité à Genève, les visions idéologiques de l'école restent en arrière-plan. Certes, elles apparaissent comme ici résumées dans l'éditorial de François Modoux : « *L'idéologie emporte à peu près tout. D'un côté, l'initiative : l'aspiration à l'ordre et à l'autorité, l'obsession des notes et des moyennes, l'éloge de la sanction, du redoublement et surtout de la sélection qu'il faut renforcer pour la rendre efficace. De l'autre, un contre-projet péniblement ficelé par l'establishment : la matrice de l'égalité des chances, la petite musique de l'enseignement individualisé, le refrain de la perméabilité des voies, les douces promesses d'une "meilleure école pour tous". Mais ces visions sont là pour être questionnées justement. « Les deux camps s'aveuglent quand ils s'écharpent sur l'organisation de l'école en trois ou deux filières. Les comparaisons en Suisse et avec l'étranger le démontrent, l'influence de ce paramètre sur le résultat des élèves est largement exagérée. »*²¹ Ce ne sont donc pas ces deux visions de l'école qui sont placées au centre du débat, mais plutôt une troisième, fruit des différentes réflexions proposées par les spécialistes consultés par le quotidien genevois. Christian Alain Muller, fondateur du Laboratoire d'histoire culturelle et sociale de l'Université de Genève observe ainsi que « *les prises de position des uns et des autres montrent à l'évidence que chacun y va de ses arguments de sens commun et de ses croyances, voire de ses préjugés* ». L'historien estime que l'on ne peut aborder l'école sans en considérer « *la détermination historique* » et notamment le phénomène de « *massification de l'enseignement secondaire* » ainsi que l'approfondissement majeur « *des relations entre le système économique et le système d'enseignement* ». ²² L'école n'y apparaît dès lors plus comme figée dans deux positions dogmatiques ainsi que le traitement de *24 heures* le laisse transparaître, mais comme une institution complexe fruit d'une longue histoire et de liens étroits avec le monde qui l'entoure. De la même manière, la contribution de Fabrizio Butera²³, professeur de psychologie sociale de l'Université de Lausanne, concernant la difficile question des notes, tend à complexifier le débat et à apporter une vision plus scientifique de ce qu'est l'école. De même la sociologue Simone Forster le fait en comparant le système vaudois au système européen²⁴.

²⁰ Voir VYGOTSKI, Lev, *Pensée et langage*, Paris, La Dispute, 1997.

²¹ *Le Temps* du 29 août 2011.

²² *Le Temps* du 2 septembre 2011.

²³ *Le Temps* du 1^{er} septembre 2011.

²⁴ *Le Temps* du 25 août 2011.

Cette façon de considérer la votation vaudoise ne se fait pas qu'à travers la page « Opinions ». On l'a vue à travers l'éditorial de François Modoux mais le journaliste Yelmarc Roulet, dans un article comparant les systèmes scolaires helvétiques, contribue également à la construction d'une vision de l'école qui se place au-delà de la dichotomie observée plus haut. En soulignant l'extrême diversité des systèmes cantonaux, l'auteur minimise de fait l'opposition des deux projets vaudois.

On le voit, le journal *Le Temps* offre une image assez différente de l'école, cherchant à se placer souvent au-dessus du débat idéologique, à dépasser des antagonismes qui, ailleurs, sont au contraire affirmés et réaffirmés, en essayant d'objectiver son positionnement par le discours scientifique. Il ne s'agit pas ici de dire qu'un journal est meilleur que l'autre, car chacun joue son rôle, mais de réfléchir à la manière dont ces médias parlent de l'école. D'ailleurs, on peut penser que ce positionnement particulier du *Temps* est une réaction à la manière dont le débat se fait dans le canton de Vaud et dans *24 Heures* en particulier.

4. Des représentations mais quelles représentations ?

4.1 Définition

Les représentations sociales sont des outils mentaux pour nous aider à comprendre le monde qui nous entoure et nous permettre d'y évoluer. « *Elles nous guident dans la façon de nommer et définir ensemble les différents aspects de notre réalité de tous les jours* »²⁵, analyse Denise Jodelet. L'homme est un animal social. Pour être capable de se mouvoir et de communiquer dans ce monde complexe fait d'interactions, il doit pouvoir identifier les objets, les personnes, les relations, les idées. Il doit pouvoir se représenter le monde qui l'entoure. Et ce monde est un monde déjà là mais aussi déjà pensé par d'autres. L'enfant qui grandit va appréhender l'univers qui l'entoure avec les outils que l'on va lui donner : des signes, un langage qu'il va peu à peu décoder et lui aussi appliquer. C'est pourquoi les représentations sont éminemment sociales. « *Chaque sujet élabore donc ses représentations sociales en fonction de ses catégories cognitives, de son inscription socioculturelle et aussi de son histoire événementielle personnelle*, remarque Pierre Mannoni. *L'ensemble de cette expérience constitue pour lui une connaissance idiosyncrasique du monde qui donne ou refuse une signification à la situation rencontrée* »²⁶.

²⁵ JODELET ; Denise, op.cit., p. 47.

²⁶ MANNONI, Pierre, *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1998, p. 71.

En ce sens, chacun possède aujourd'hui une représentation très complexe de l'école, une représentation à la fois personnelle et évidemment socialement partagée puisque tout en chacun a expérimenté l'institution scolaire. La représentation de l'école est de ce fait assez différente de celle du pouvoir politique par exemple. Chacun en a également une représentation qui est, d'une part, très différente si vous vivez en Suisse ou en Corée du Nord et, d'autre part, distincte de la représentation que l'on peut avoir de l'école car il n'y a pas ou peu d'expérience concrète du pouvoir politique. A moins d'être soi-même un élu, chacun aura certes l'expérience du pouvoir politique par l'expression de ses droits citoyens mais aucune expérience de la pratique du pouvoir politique. La force des représentations de l'école, qui s'exprime à travers la masse des courriers de lecteurs reçus par le quotidien *24 heures*, tient au fait que chacun se sent habilité à avoir un avis éclairé sur la question pour avoir fréquenté au moins dix ans l'institution scolaire. Les représentations sociales sont ainsi pour Pierre Moscovici « *des univers consensuels, socialement créés et communiqués, qui aident les membres de la société à construire la réalité sociale* »²⁷. Alors quelles réalités sociales évoquent les représentations de l'école que l'on peut observer dans notre corpus de sources ? Et d'où émanent ces représentations qui, comme le remarque Pierre Mannoni, constituent des connaissances desquelles chacun va tirer le principe de ses actes²⁸ ?

4.2 Une école théâtre d'enjeux importants

En premier lieu, force est de constater que le thème de l'école apparaît comme un enjeu important. En effet, on observe les membres du Conseil d'Etat *in corpore* militer en distribuant des flyers en faveur du contre-projet à la gare de Lausanne, affublés d'un T-shirt blanc affichant le slogan « Oui à la LEO ». Le fait est suffisamment rare pour être relevé et cela montre l'importance du projet et de la thématique aux yeux des autorités. De même, le Département de la formation innove en proposant une permanence téléphonique pour informer la population avec la ministre en charge qui répond elle-même aux appels, ainsi que le chef du service, Alain Bouquet. Du côté du gouvernement, on considère donc cette votation comme un enjeu crucial²⁹. Cette attention s'avère somme toute assez naturelle puisque la formation représente le deuxième poste le plus important des dépenses des collectivités publiques en Suisse (35 milliards en

²⁷ Pierre Moscovici, cité dans MOGOS, Andreea Alina, *Réalités sociales médiatisées*, thèse de doctorat, Paris 2009, p. 14.

²⁸ MANNONI, op. cit, p. 120-121.

²⁹ L'enjeu est aussi personnel pour la cheffe du Département de la formation. Beaucoup d'observateurs lient sa réélection au résultat de cette votation sur la LEO. Ceci explique peut-être aussi en partie l'engagement prononcé du Département. Anne-Catherine Lyon sera réélue dans la foulée en 2012.

2013), soit le 17% du total de leurs dépenses³⁰. Mais cet intérêt marqué tient certainement aussi à la vision que la société se fait du rôle de l'école.

Si l'on en croit le Plan d'études romand (PER), l'école a pour mission « *l'instruction et la transmission culturelle* » et assume « *des missions d'éducation et de transmission de valeurs sociales* ». Elle doit ainsi inculquer « *le respect des règles de la vie en communauté* », amener à « *la correction des inégalités de chance et de réussite* », favoriser « *l'intégration, le développement du sens de la responsabilité, le développement d'une personnalité équilibrée* » et assurer « *le développement de connaissances et de comportements de citoyen et d'acteur social* »³¹. C'est dire que l'école doit à la fois instruire et éduquer, mais aussi réduire les inégalités sociales, assurer l'autonomie des élèves et les « *intégrer dans la vie sociale, professionnelle et civique* ». Le système de formation est ainsi, comme le remarque Dominique Gros, « *systématiquement associé à des interrogations et à des enjeux sociaux, économiques, culturels, politiques et pédagogiques considérables* »³². Dès le moment où l'on prête à l'école de si larges missions on comprend qu'elle soit le théâtre de farouches empoignades puisqu'on n'y voit rien moins que la reproduction de notre société. Elle devient, dès lors, un enjeu idéologique : quelle société voulons-nous produire ou reproduire ? Tout en gardant à l'esprit que le système scolaire lui-même est le produit d'une société et d'une époque.

Ce rôle multiple de l'école n'est pas remis en cause par les uns et les autres dans le débat autour de la LEO. Il n'est, de manière un peu surprenante, même pas questionné ! On ne s'oppose pas sur le rôle de l'école mais sur la manière de fonctionner du système scolaire, sur son organisation. C'est au détour des représentations de l'institution scolaire que véhiculent les différents acteurs du débat que l'on peut percevoir des nuances quant au rôle défini à l'école.

4.3 Une école unanimement perçue comme inefficace

Dans les représentations de l'école qui émergent autour de la LEO, une composante n'est pratiquement jamais remise en cause : le fait que l'école est vue comme inefficace. Les défenseurs de l'initiative « Ecole 2010 » en font même un argument de campagne. « *Les élèves sortant de l'école vaudoise présentent de graves lacunes, notamment en français, en calcul ainsi qu'au niveau comportemental. L'initiative «Ecole 2010» y répond* », explique ainsi le comité d'initiative dans une lettre de lecteur publiée par *24 Heures*³³. Les partisans de la LEO

³⁰ OFS, Administrations publiques, dépenses par fonction sur www.bsf.admin.ch

³¹ Finalités et objectifs du Plan d'études romand, www.plandetudes.ch

³² GROS, Dominique, op. cit., p. 14.

³³ *24 Heures* du 4 août 2011.

s'obstinent « à perpétuer des méthodes inefficaces »³⁴, écrit un lecteur de Pully dans le même quotidien, alors qu'un abonné de Cossonay déplore « une baisse graduelle du niveau scolaire depuis dix ans »³⁵. Le plus étonnant est de constater que les défenseurs de la LEO ne remettent pas vraiment en question ce jugement et ne cherchent jamais à le contredire. Pourtant, les initiants ne fournissent aucune étude qui atteste de la baisse de niveau. A peine se réfèrent-ils parfois aux tests PISA qui placent les élèves vaudois derrière les Fribourgeois ou les Valaisans mais cela ne dit encore rien d'une supposée baisse de niveau. Celle-ci apparaît comme un fait établi quand bien même rien dans les éléments proposés aux lecteurs ne l'atteste scientifiquement. C'est comme si tout le monde avait intégré et accepté comme une vérité le fait que le niveau des élèves était plus bas qu'auparavant.

La « crise » d'une institution scolaire jugée peu opérante est d'ailleurs une sorte de leitmotiv dans la représentation de l'école depuis vingt ans. L'initiative « Ecole 2010 » se place en droite ligne de cette tendance puisqu'elle prétend vouloir « sauver l'école ». Ainsi l'on peut appliquer sans autre au cas vaudois la remarque de l'historien Christian Alain Muller à propos du système d'enseignement genevois. « Dire que l'école est "en crise" est une banalité prononcée et répétée quotidiennement depuis quinze ans dans les discours publiques, politiques et professionnels de tous les pays [occidentaux], y compris la Suisse. Précisons que ce que nous qualifions de "crise" part du constat que tous peuvent faire à la seule lumière de la presse quotidienne à savoir que le système éducatif genevois, à l'instar de nombreux autres, est en quasi permanence questionné à la fois sur son fonctionnement et sur son efficience parce qu'il est perçu comme jamais véritablement en adéquation avec l'état social présent »³⁶. Quant à la réalité de cette crise, le chercheur genevois rappelle que l'école n'a jamais occupé une place aussi importante dans la société que celle qu'elle tient aujourd'hui. « Sous le rapport de l'éducation scolaire, les deux derniers siècles peuvent être lus comme la constitution et le développement de ces systèmes éducatifs, constituant en soi un phénomène rapide et sans précédent historiquement. »³⁷

Reste que l'impression d'inefficacité de l'école semble ainsi réunir tous les acteurs du débat scolaire. Rares sont d'ailleurs ceux à prôner le statut quo à travers cette votation. C'est comme si cette possibilité disparaissait derrière l'opposition initiative / contre-projet. Or, cette

³⁴ 24 Heures du 27 août 2011.

³⁵ 24 Heures du 29 août 2011.

³⁶ MULLER, Christian Alain, *Histoire de l'enseignement obligatoire à Genève au XXe siècle*, Thèse de doctorat, Université de Genève, 2007, p. 7.

³⁷ Ibid. p. 8.

troisième voie existe pourtant bel et bien même si elle est peu présente dans les médias considérés. *24 Heures* s'en fait l'écho suite à la prise de position dans ce sens de la société vaudoise des maître secondaires, une association d'enseignants affiliée au syndicat SUD³⁸. François Modoux dans *Le Temps* évoque également cette possibilité dans un éditorial déjà cité³⁹, mais cette troisième voie reste anecdotique dans le débat médiatique qui précède la votation du 4 septembre 2011.

4.4 Qui se représente quoi ?

Quels sont les acteurs en présence et qui dit quoi sur l'école ? On l'a vu, le quotidien *Le Temps* essaie de s'extirper du débat à travers le discours de spécialistes. On l'a également souligné, *24 Heures* a fait le choix inverse, soit s'immerger complètement dans le débat au point d'en devenir la tribune. Mais qui s'exprime dans ce quotidien au nom des deux visions qu'on oppose ?

Le contre-projet LEO est porté par les autorités politiques. C'est un projet du gouvernement, élaboré par le Département de la formation et amendé par le parlement vaudois. L'ensemble des partis politiques s'y est rallié à l'exception de l'UDC. C'est donc essentiellement la voix du Conseil d'Etat qui s'exprime dans *24 Heures* pour soutenir le contre-projet LEO. Le quotidien donne largement la parole à la cheffe du Département de la formation Anne-Catherine Lyon, dans trois longs articles. Quatre autres papiers offrent un écho aux propos de membres du parlement et notamment au président de la commission parlementaire ad hoc, le radical Marc-Olivier Buffat mais aussi à certains de ses membres le vert-libéral Jacques-André Haury ou le socialiste Grégoire Junod. Le Conseiller d'Etat Pierre Yves Maillard (PS) intervient également dans un article alors que le président du Conseil d'Etat Pascal Broulis (PLR) se fend d'un texte dans la rubrique « Opinions ». Trois membres du gouvernement s'expriment donc directement dans les colonnes du journal pour défendre le contre-projet LEO. Et dans les autres voix qui s'expriment favorablement dans la rubrique « Opinions », on retrouve, une conseillère nationale, Josiane Aubert (PS), une députée, Christine Chevalley (PLR) et une municipale de Rolle, Joséphine Byrne Garelli (PLR). Ce sont donc très largement des personnalités politiques qui portent le discours.

Les initiants d'« Ecole 2010 », eux, sont définis comme « *un groupe de parents et d'enseignants qui dénonce et veut corriger les insuffisances de l'école vaudoise* »⁴⁰. Réunis pour l'occasion

³⁸ *24 Heures* du 5 juillet 2011.

³⁹ *Le Temps* du 29 août 2011.

⁴⁰ *24 Heures* du 8 juin 2011.

au sein de l'association vaudoise pour une école crédible (AVEC), ils ont comme porte-parole l'enseignant Jean-François Huguelet à qui *24 Heures* consacre deux articles. Le quotidien se fait également l'écho de la députée UDC Fabienne Despot, du directeur du Centre patronal Christophe Reymond, du candidat au Conseil des Etats Fathi Derder et du conseiller en communication Marc Comina qui tous défendent l'initiative. Dans la page « Opinions », on retrouve Fabienne Despot et Christophe Reymond aux côtés du conseiller national Jacques Neiryck (PDC), et du président de la ligue vaudoise Olivier Delacrétaz. C'est dire que si le mouvement se décrit comme apolitique ce sont, à l'exception de Jean-François Huguelet, malgré tout majoritairement des personnalités politiques qui portent le discours de l'initiative dans le quotidien vaudois⁴¹.

L'analyse des courriers de lecteurs est aussi révélatrice. Sur les trente-neuf lettres favorables à la LEO, seize, soit près de la moitié, émanent directement d'acteurs politiques ou de membres d'associations qui soutiennent le contre-projet. On y retrouve des députés comme Jacques-André Haury (Verts-Libéraux), Béatrice Métraux (Les Verts), Stéphane Montangero (PS), Mireille Aubert (PS), Pascale Manzini (PS) ou Philippe Martinet (Les Verts) ainsi que le président du PDC Vaud Axel Marion. Figurent également des acteurs associatifs comme Jacques Daniélou, président de la Société pédagogique vaudoise (SPV) ou Sylvie Pittet, secrétaire générale de l'association vaudoise des parents d'élèves (APé-Vaud). Interviennent aussi en faveur de la LEO à travers des lettres de lecteurs le président de l'Association des directeurs des établissements scolaires officiels vaudois, Blaise Richard ainsi que les recteurs de l'Université de Lausanne, Dominique Arlettaz et de la HEP Vaud Guillaume Vanhulst. Trois acteurs directement impliqués dans le système de formation mais qui sont aussi hiérarchiquement dépendants du Conseil d'Etat. Sans remettre en question la sincérité de leur prise de position respective, on peut douter qu'ils eussent été autorisés ou qu'ils se seraient autorisés à rendre public un avis contraire à celui du département de la formation, déjà simplement par souci de loyauté envers l'autorité qui les emploie.

Du côté des partisans à l'initiative « Ecole 2010 », douze des quarante-et-une lettres favorables au mouvement publiées par le quotidien *24 Heures* proviennent soit directement du comité

⁴¹ Fathi Derder est alors en campagne en tant que candidat au Conseil des Etats et au Conseil national et sera élu à la grande chambre en octobre 2011, puis réélu comme premier des viennent-ensuite en 2015. Christophe Reymond n'est pas un élu mais, en tant que directeur du Centre patronal, il intervient régulièrement comme lobbyiste dans la politique vaudoise. On doit donc, à mon sens, le considérer comme un véritable acteur politique. Marc Comina n'a pas de mandat politique mais il est un sympathisant PLR. Il avait d'ailleurs été, en son temps, candidat malheureux sur les listes radicales au Conseil communal lausannois. En tant que conseiller en communication, il avait également œuvré en faveur de l'élection de Jacqueline de Quattro (PLR) au Conseil des Etats. Quant à Olivier Delacrétaz, il participe au débat politique en tant que président du petit parti nationaliste vaudois la Ligue vaudoise.

d'initiative lui-même, sous la plume de Jean-François Huguelet, David Rouzeau ou Pierre Tharin, soit de personnalités politiques tels les députés UDC Claude-Eric Dufour, Arlette Rey-Marion, Philippe Jobin ou Fabienne Despot, de conseillers nationaux à l'image de Jacques Neiryneck (PDC) et Jean-Pierre Grin (UDC) ou de la présidente des femmes libérales-radicales vaudoises Françoise Longchamp ainsi que du président de l'UDC Nyon André Francis Cattin. C'est dire qu'une bonne partie des courriers de lecteurs est issu des mêmes acteurs qui s'expriment déjà dans les colonnes du quotidien. C'est un peu comme si le courrier des lecteurs devenait une sorte de prolongement du parlement vaudois où les députés, – ou plus largement le personnel politique –, poursuivaient le débat parlementaire engagé. Il est dès lors naturel que l'on y retrouve la même argumentation et les mêmes visions exprimées. L'idée d'un journal forum public ou agora du peuple que l'on développait précédemment s'en retrouve ainsi en partie amoindrie. Le débat n'est pas aussi largement ouvert que le nombre de courriers des lecteurs le laissait penser. La place publique que semblait proposer le quotidien vaudois devient, dans les faits, une plateforme de plus pour les mêmes acteurs pour s'exprimer. Ce n'est évidemment que partiellement vrai puisqu'un certain nombre de citoyens lambda s'expriment tout de même. Particulièrement du côté des supporters de l'initiative « Ecole 2010 ». Mais qu'expriment-ils alors ? Dans le fond, les mêmes visions que les défenseurs « officiels » du projet. « *Très vite les exigences vont baisser* »⁴², estime ainsi Olivier Pichard. « *Ballotés, les élèves les plus faibles seront privés des repères stables dont ils ont tant besoin* »⁴³, glisse Adrinée Burdet. L'initiative « *a été rédigée par des praticiens expérimentés, non par des technocrates coupés de la réalité scolaire* »⁴⁴, analyse l'enseignant Jacques Perrin et treize maîtres de l'établissement scolaire d'Aubonne. Marie-Blanche Michel compare, elle, la LEO à « *une réforme basée sur des intentions certes généreuses mais inapplicables* »⁴⁵ ; quant à Michel Hangartner, il estime à quelques jours de la votation que « *« Ecole 2010 » verrait le retour à une école structurée, logique, compréhensible, et peut-être enfin efficace !* »⁴⁶

On retrouve donc cette opposition constatée auparavant entre d'un côté une école structurée, solide héritage du passé et de l'autre, une école plus ouverte mais jugée peu efficace ; une école réaliste face à une école rêvée. Il est intéressant de constater que ces représentations sont peu remises en cause par l'un ou l'autre camp. Les partisans d'« Ecole 2010 » semblent se reconnaître dans l'image passéiste et catégorisante que les opposants leur renvoient, comme les

⁴² 24 Heures du 24 juin 2011.

⁴³ 24 Heures du 5 juillet 2011.

⁴⁴ 24 Heures du 4 août 2011.

⁴⁵ 24 Heures du 29 août 2011.

⁴⁶ 24 Heures du 1^{er} septembre 2011.

partisans du contre-projet LEO acceptent le miroir d'une école plus inclusive, moins séparatrice qu'on leur tend, sans contester, on l'a vu, la supposée inefficacité qu'on lui prête.

4.5 Des représentations historiques

De fait, ces deux représentations de l'école ne tombent pas de nulle part mais trouvent leur origine dans l'histoire du système scolaire. A partir du XIX^e siècle, le lien entre scolarisation et débouché professionnel s'impose peu à peu comme une représentation majeure. « *Les crises économiques, en particulier la Grande Dépression (1873-1895) et la contribution croissante des savoirs et des techniques à l'expansion capitaliste et industrielle [...] sont les deux principaux traits historiques qui favorisent le recours à l'éducation scolaire pour former les individus au travail.* »⁴⁷ Jusque-là, ce lien n'allait de loin pas de soi. Mais dès la fin du XIX^e « *la reconnaissance socioéconomique des diplômés n'a fait que croître en Occident* »⁴⁸. L'école laïque et obligatoire devient le moyen de s'intégrer dans la vie professionnelle mais aussi une manière de potentiellement s'élever dans la hiérarchie sociale. La massification des études qui s'ensuit commence en 1930 selon l'historien Christian Alain Muller et explose vingt ans plus tard. « *Dans les années 1950, l'inouïe prospérité économique et l'expansion du secteur tertiaire conjuguées aux exigences montantes d'une « démocratisation » des études amènent à la massification complète de l'enseignement secondaire inférieur.* »⁴⁹ Nécessité fait loi en somme puisque le boom économique des Trente Glorieuses exige une armée de travailleurs de plus en plus qualifiés d'un côté et que, de l'autre, les mouvements socialistes souhaitent voir les classes populaires intégrer davantage les filières d'études longues dans le but de favoriser une certaine promotion sociale. Cette représentation de l'école comme productrice d'intégration professionnelle et sociale a donc une très longue histoire même si le mythe d'une école facteur d'égalisation sociale a très rapidement été battu en brèche par Pierre Bourdieu⁵⁰. Parallèlement, avec les révolutions culturelles de 1968 et le développement de nos sociétés modernes, une autre vision du rôle de l'école se développe. « *Dans cette société, l'instruction et l'autonomie des personnes sont valorisées, analyse Dominique Gros. Il est attendu de l'école qu'elle favorise l'épanouissement de l'élève, son objectif devient l'individualisation. Les discours et les pratiques pédagogiques cherchent à rendre l'élève plus actif.* »⁵¹

⁴⁷ MULLER, Christian Alain, « Maturité gymnasiale et « démocratisation des études », in, *Enseignement secondaire formation humaniste et société XVIe-XXIe siècle*, Slatkine, Genève, 2012 p. 205.

⁴⁸ Ibid p. 206.

⁴⁹ MULLER, 2012, op cit. p. 211.

⁵⁰ Voir à ce sujet BOURDIEU, Pierre, « L'école conservatrice. Les inégalités devant l'école et devant la culture », in *Revue française de sociologie*, vol. 7, n°3, 1966.

⁵¹ GROS, op. cit., p. 20.

Les deux représentations mises en évidence dans nos articles ressemblent ainsi furieusement à ces deux modèles historiques. En schématisant : d'un côté une école qui classe les individus dans le but de leur allouer une place déterminée dans la vie professionnelle et de l'autre une école davantage centrée sur l'élève qui cherche à construire son autonomie et son individualité. C'est ce qui transparait de remarques comme « *cadrer les élèves* » ou « *les laisser mûrir* »⁵², faire appel à la « *pédagogie explicite* » d'un côté face au « *socioconstructivisme* » de l'autre⁵³, placer « *l'enfant au centre* » ou favoriser « *l'apprentissage du savoir* »⁵⁴. Il est assez surprenant de voir à quel point les représentations de l'école mises à jour autour de la votation de la LEO cadrent avec des représentations qui trouvent leur origine dans les années 1950 et 1970. La double représentation de l'école que l'on observe figure l'évolution historique de l'école en Suisse entre une institution scolaire héritage de l'école laïque et obligatoire mise en place au XIX^e siècle et marquée par le développement de la société industrielle et l'école de l'ère post soixante-huitarde où l'on valorise davantage l'autonomie de l'individu et moins la conformité à un modèle économique-politique.

Pourtant la réalité scolaire, elle, a évolué. La massification des études relevée par Christian Alain Muller et la transformation des conditions économiques influent sur l'institution scolaire. Aujourd'hui, la qualité du parcours scolaire n'est plus le garant d'une position sociale élevée dans la société. Dans un marché du travail saturé⁵⁵, la situation professionnelle dépend également fortement de la capacité de la personne à faire fonctionner une logique de réseau. En effet, il existe « *un décalage entre des aspirations socioprofessionnelles véhiculées par l'institution scolaire et les familles, et les réalités du marché du travail, sur lequel l'influence d'un capital social hérité se révèle décisive* », constate Christian Alain Muller qui souligne encore « *l'importance des relations personnelles pour l'accès à l'emploi en Suisse* »⁵⁶. Or, les représentations de l'école, telles qu'elles apparaissent dans l'analyse qui nous occupe, semblent, elles, ne pas avoir changé.

⁵² 24 Heures du 1^{er} juillet 2011.

⁵³ 24 Heures du 27 août 2011.

⁵⁴ 24 Heures du 1^{er} septembre 2011.

⁵⁵ Avec un taux de chômage actuel de l'ordre de 3,5%, la situation de la Suisse reste extrêmement enviable au point de vue international. Toutefois, il faut comparer ce taux aux années 60-80 où il était à 0% et n'a quasiment jamais dépassé 0.5% avant de croître fortement avec la crise immobilière de la fin du siècle dernier, puis avec l'explosion de la bulle internet vers 2005. Lire l'article du professeur Georges Sheldon dans *La Vie économique* 1/2, 2010, pp. 15-19.

⁵⁶ MULLER, 2012, op. cit. p. 223.

4.6 Du compromis à l'opposition

Attachons nous un instant à la manière dont le discours évolue autour de la LEO dans les colonnes de *24 Heures*. Si l'on relit les premiers articles consacrés au projet, on constate que le quotidien vaudois met surtout l'accent, au départ, sur le compromis qu'il représente. « *On a un projet équilibré avec des concessions réciproques* », remarque ainsi le président de la commission d'examen dudit projet, Marc-Olivier Buffat, le 2 février 2011. « *Anne-Catherine Lyon décroche un début de consensus sur la loi scolaire* », titre le journal le 23 février, « *Evolution mais pas révolution* », précise-t-on un mois plus tard. « *Le parlement se rallie à une école « au meilleur point d'équilibre »* », titre encore *24 Heures* le 11 mai. On est loin de l'opposition entre deux visions contradictoires de l'école mais plutôt dans la célébration du point de rencontre de ces deux visions. Même la députée UDC Fabienne Despot, favorable à l'initiative, reconnaît des qualités au contre-projet : « *Tout n'est pas mauvais dans la loi révisée* », admet-elle. Même son de cloche lorsque le parlement adopte le projet de loi et rejette l'initiative « *Ecole 2010* ». La même élue, dans son discours, « *commence par concéder que le compromis sur la LEO s'est un peu rapproché de l'initiative, notamment en réintroduisant les notes dès la 3^e* », rapporte le journal vaudois le 8 juin. En fait, ce n'est qu'à partir du 1^{er} juillet 2011, lancement véritable de la campagne autour de la votation, que les fronts se séparent. Désormais, on ne met plus en évidence les points de convergence mais uniquement les points de divergence. Alors que le contre-projet est, dans les faits, un compromis qui s'est rapproché de la vision défendue par l'initiative, peu à peu, au fil des articles et à travers cette position de tribune dans laquelle s'est placé le quotidien vaudois, émerge une image différente. Les nuances disparaissent à mesure que l'on se rapproche de la date de la votation et la réalité présentée s'apparente à deux projets totalement contradictoires qui semblent sous-tendre deux visions complètement opposées de la société. On voit donc que le choix du traitement de l'information par le quotidien a un effet direct sur les représentations de l'école que le journal véhicule.

5. Conclusion

Quelle est la réelle influence des médias et de la presse dans la construction des représentations sociales ? Cet éclairage serait assurément instructif pour prolonger cette étude. Et si on ne peut y répondre ici dans le cadre de ce travail de mémoire professionnel, on peut toutefois admettre que les journaux contribuent à la diffusion de représentations sociales et, par ce simple fait, participent donc, au moins en partie, à leur construction. Pour qu'une représentation soit sociale, il faut en effet qu'elle soit partagée, or c'est exactement le rôle que jouent les médias : partager

des informations. On a ainsi dégagé deux représentations principales de l'école à travers notre corpus d'articles. Une vision qui fait de l'école un lieu de sélection qui doit conduire l'élève à prendre sa place, économique, dans la société et une perception de l'institution scolaire comme un creuset de la construction de l'individu et de son autonomie. On a mis en évidence l'ancrage historique de ces deux représentations au carrefour de la société industrielle et de la société post-industrielle. On a aussi montré une troisième vision de l'école qui tente, elle, de s'affranchir de la dichotomie observée en faisant appel aux discours scientifiques. Cette troisième voie, portée ici par le quotidien *Le Temps*, a l'avantage de prendre ces images de l'école pour ce qu'elles sont, soit des représentations, alors que la confrontation idéologique, particulièrement relevée dans *24 Heures*, tend à opposer deux vérités contraires. C'est d'ailleurs le propre des idéologies : par essence une idéologie est exclusive. Elle peut difficilement en tolérer une autre puisqu'elle est un système d'explications du monde. La remarque n'a dans le fond rien d'étonnant une fois que l'on considère, comme on l'a constaté, que le discours sur l'école est principalement porté par des acteurs du champ politique, terreau fertile des idéologies.

Au final, les principaux apports de cette analyse nous apparaissent triples. Cette étude met d'abord en évidence l'effet que la manière de traiter l'information a sur les représentations véhiculées par un média. Le choix, délibéré selon nous, du quotidien *24 Heures* de s'offrir en tribune de la votation a une importance sur les images de l'école que le quotidien reflète. Ensuite, elle montre que le débat autour de la LEO se fait sur l'organisation du système scolaire mais interroge peu le rôle de l'école. Et surtout, elle montre un décalage entre les représentations de l'école, lesquelles déterminent ensuite la manière d'agir – donc de voter – des citoyens, et une certaine réalité économique, sociale et professionnelle. Beaucoup semblent penser l'école avec un prisme hérité du siècle dernier alors que la réalité est ailleurs.

6. Bibliographie

BETTELHEIM, Bruno, *Psychanalyse des contes de fées*, Robert Laffont (trad.), 1976.

BOURDIEU, Pierre, « L'école conservatrice. Les inégalités devant l'école et devant la culture », in, *Revue française de sociologie*, vol. 7, n°3, 1966.

DOISE, Willem et PALMONARI, Augusto, *L'étude des représentations sociales*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1986.

GROS, Dominique, *Regards sur l'école suisse*, 1999, (version électronique 2009).

JODELET, Denise, *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1989.

MAGNIN, Charles et Muller, Christian Alain, *Enseignement secondaire, formation humaniste et société XVIe-XXIe siècle*, Genève, Slatkine, 2012.

MANNONI, Pierre, *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1998.

MOGOS, Andreea Alina, *Réalités sociales médiatisées*, Thèse de doctorat, Paris 2009.

MULLER, Christian Alain, *Histoire de l'enseignement obligatoire à Genève au XXe siècle*, Thèse de doctorat, Université de Genève, 2007.

VYGOTSKI, Lev, *Pensée et langage*, Paris, La Dispute, 1997.

7. Résumé

Ce travail s'attache à mettre en évidence les images de l'école qui émergent dans la presse romande à l'occasion de la votation sur la Loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) dans le canton de Vaud le 4 septembre 2011. Les publications de quatre journaux (*Le Matin*, *Le Temps*, *24 Heures*, *L'Hebdo*) ont été analysées entre le 1^{er} janvier 2011 et la date du scrutin. L'étude démontre qu'au fil des mois deux perceptions se détachent autour des deux projets proposés à la population, à savoir l'initiative « Ecole 2010 : sauver l'école » et le contre-projet qui lui est opposé par le gouvernement sous la forme de la nouvelle loi scolaire LEO. L'analyse montre comment le traitement de cette votation dans la presse, et particulièrement dans le quotidien vaudois *24 Heures*, contribue à répandre une image très contrastée et contradictoire des deux projets sous forme de deux visions de l'école, voire de deux visions du monde qui s'affrontent. Ces deux visions mettent en scène des représentations de l'école finalement classiques qui trouvent leur origine dans les évolutions économico-culturelles du milieu du XX^e siècle, entre une institution scolaire marquée par le développement de la société industrielle, puis influencée par les réformes culturelles de l'ère post mai 1968.

Parallèlement, l'analyse des articles de presse considérés permet d'appréhender une troisième vision de l'école qui tente de s'extraire de la dichotomie évoquée ci-dessus en faisant appel aux discours scientifiques sur l'école. Une troisième voie qui essaie de rompre avec des représentations souvent idéologiques mais qui reste extrêmement minoritaire dans la masse du discours médiatique sur l'école véhiculé par la presse à cette occasion.

Enfin, cette étude s'intéresse aux locuteurs des discours tenus sur l'institution scolaire et démontre qu'alors que la parole semblait, au travers d'un abondant courrier des lecteurs, largement ouverte à l'ensemble de la société civile, elle est, dans les faits, grandement cannibalisée par les acteurs politiques qui poursuivent dans la presse un débat commencé dans les travées du parlement.

Mots-clés : presse – école – LEO – représentations sociales – Vaud – votation